

APPEL POUR UNE EDUCATION REELLEMENT PRIORITAIRE DE LA MATERNELLE AU BAC

Malgré les objectifs affichés par le projet de refonte de l'éducation prioritaire conduite par le Ministère de Najat Vallaud Belkacem, notre système éducatif ne cesse de renforcer les inégalités sociales. A rebours de l'objectif consistant à donner plus à ceux qui ont le moins, ce sont même paradoxalement les établissements des quartiers les plus favorisés qui bénéficient de davantage de moyens en concentrant les enseignants avec le plus d'ancienneté et les mieux payés.

Qu'il s'agisse des établissements soi-disant bénéficiaires de la nouvelle politique d'éducation prioritaire, de ceux qui en sont sortis ou vont en sortir ou encore de ceux qui, en dépit des difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent, n'y sont pourtant jamais entrés, il est temps de nous mobiliser tous ensemble pour exiger une véritable politique d'éducation prioritaire et des décisions immédiates pour faire cesser la casse de l'Education Nationale dans les quartiers populaires.

Depuis plusieurs semaines, nous, enseignant-e-s de lycées relevant de l'Education Prioritaire ou qui devraient en relever, sommes mobilisés au sein du collectif « Touche pas ma ZEP » afin de protester contre la sortie du dispositif d'Education Prioritaire de l'ensemble des lycées de France. Celle-ci aurait pour conséquence des effectifs par classe qui explosent alors que ces lycées sont le prolongement de nombreuses écoles et de nombreux collèges REP ou REP+ ; les élèves accompagnés durant leurs 14 ou 15 premières années ne mériteraient plus que l'on s'y intéresse ! Par ailleurs, elle conduirait à une hémorragie générale des personnels qui, face à la dégradation de leurs conditions de travail, préféreraient demander leur mutation, laissant les postes les plus difficiles à de jeunes enseignant-e-s sans expérience ou à des personnels précaires.

Pour les écoles et collèges qui ont inauguré le nouveau label REP ou REP +, la situation n'est malheureusement pas beaucoup plus enviable. Ce label n'est en effet contraignant ni en termes de moyens ni en termes d'effectif par classe. Par exemple, dans les écoles primaires, l'augmentation des effectifs est prévisible puisqu'un seuil plancher de 25 élèves par classe en moyenne sera désormais la norme - plus aucune ouverture de classe en-dessous de ce seuil. De plus, les collègues qui sont entrés dans le dispositif REP+, censé leur accorder plus de moyens et d'attention, sont nombreux à dénoncer la poudre aux yeux de ce nouveau label, qui ne peut faire sens que lorsque les équipes déjà en place se connaissent depuis longtemps et travaillent à l'aune d'une certaine cohérence pédagogique.

Toutes ces décisions auront pour conséquence la constitution de véritables ghettos éducatifs, processus déjà entamé en raison de l'assouplissement de la carte scolaire et du recours à l'enseignement privé qui minent la mixité sociale à l'école.

De la Maternelle au bac, pour nos élèves, défendons le même accès à l'éducation dans tous les quartiers !

EXIGEONS TOUS ENSEMBLE :

- Une nouvelle carte élargie de l'éducation prioritaire incluant les établissements du primaire et du secondaire qui ont été sortis de tous les dispositifs depuis deux ans, ainsi que toutes les écoles, collèges et lycées qui ont vocation à y entrer.
- Des moyens humains supplémentaires, y compris dans les écoles et collèges actuellement classés en REP ou REP+, de manière à plafonner les effectifs de manière pérenne et à mettre en place les dédoublements de classe partout où cela est nécessaire.
- Des mesures de compensation salariale pour tous les personnels des établissements prioritaires (enseignants, vie scolaire et agents) ainsi que le rétablissement des bonifications liées aux points de mutations conditionnés à une durée d'exercice minimum, de manière à rendre ces établissements réellement attractifs et à mettre fin à l'instabilité chronique des équipes.
- La création de tous les postes requis aussi bien pour la vie scolaire, que pour les assistant-e-s sociaux-sociales et conseiller-e-s d'orientation de manière à garantir un service public réellement égalitaire.

Le Collectif "Touche Pas à ma ZEP" invite tous les établissements et tous les personnels concernés à le rejoindre dans la lutte et à diffuser cet Appel le plus largement possible.

TOUS EN GREVE LE MARDI 29 NOVEMBRE !

Tracts, affiches, agenda et revue de presse disponibles sur le site et la page facebook du collectif :

<http://www.tpamz.levillage.org/>

<https://www.facebook.com/touchepasmazep/>